



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination,  
du pilotage, de l'appui territorial  
et de l'environnement**

**Arrêté n°2024-DCPATE- 413  
portant mise en demeure à l'encontre de la société PRODUITS ROUTIERS DU  
CHOLETAIS pour ses activités qu'elle exploite à Mortagne-sur-Sèvre  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°07-DRCTAJE-1-420 du 9 novembre 2007 délivré à la société PRODUITS ROUTIERS DU CHOLETAIS pour l'exploitation d'une centrale d'enrobage à chaud, relevant de la rubrique 2521-1, sur le territoire de la commune de Mortagne-sur-Sèvre au sein de la carrière de la Roche Atard ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°09-DRCTAJE-1-491 du 5 août 2009 actant de l'implantation d'une cuve de gaz pour l'alimentation de la centrale d'enrobage à chaud exploitée par la société PRODUITS ROUTIERS DU CHOLETAIS au sein de la carrière de la Roche Atard à Mortagne-sur-Sèvre ;

VU les prises d'actes préfectoraux du 27 février 2013 concernant la modification non substantielle des installations (raccordement au réseau de gaz de ville, modification de la destination des cuves du parc à liant), du 14 avril 2016 concernant le classement du site au titre de la nomenclature des installations classées ;

VU la prise d'acte préfectoral du 15 octobre 2021 concernant le classement du site au titre de la nomenclature des installations classées, l'ajout d'une installation de concassage pour les déchets d'agrégats d'enrobés (2515-2), la mise en place d'un hangar pour le stockage des agrégats d'enrobés broyés et demandant à l'exploitant de signaler au préfet la nature des modifications réalisées sur l'installation en 2019 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement notamment son article 1 fixant la liste des informations devant être présente dans le registre déchets pour les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées notamment ses articles 5, 8 et 9 fixant respectivement la mise en place d'une procédure préalable avant tout arrivée de déchets sur site, les informations devant être demandées lors de l'acceptation préalable, la délivrance

d'un accusé d'acceptation et les informations devant y figurer, les registres et les informations complémentaire devant y figurer ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement accompagné du projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier du 10 juillet 2024, suite à la visite du 19 juin 2024, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et fixant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part au préfet de ses remarques sur le projet d'acte ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 19 juin 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'absence de registre d'admission des déchets d'agréats d'enrobés,
- l'absence de document d'acceptation préalable pour les déchets d'agréats d'enrobés arrivants directement sur le site,
- les modifications réalisées en 2019 sur l'installation n'ont toujours pas été signalées au préfet.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles suivants :

- article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susmentionné,
- articles 5, 8 et 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susmentionné,

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PRODUITS ROUTIERS DU CHOLETAIS de respecter les prescriptions dispositions des articles 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susmentionné, et 5, 8 et 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susmentionné, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

## ARRÊTE

### **Article 1.     Identification**

La société PRODUITS ROUTIERS DU CHOLETAIS, nommé l'exploitant, dont le siège social se situe ZAC de L'Ecuyère à Cholet (49300), est mise en demeure de respecter les dispositions reprises à l'article 2 dans les délais indiqués à l'article 3 dans le cadre de l'exploitation de sa centrale d'enrobage à chaud située au sein de la carrière de la Roche Atard sur le territoire de la commune de Mortagne-sur-Sèvre.

### **Article 2.     Objet de la mise en demeure**

#### **Article 2.1.     Arrêté ministériel du 31 mai 2021 (registre déchets d'agréats d'enrobés)**

La société PRODUITS ROUTIERS DU CHOLETAIS est mise en demeure de respecter l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susmentionné en mettant en place un registre d'entrée des déchets inertes d'agréats d'enrobés dans le cadre de l'exploitation mentionnées ci-dessus.

Conformément à cet article « le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

#### *a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :*

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

#### *b) Concernant la dénomination, nature et quantité :*

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. »

**Article 2.2. Arrêté ministériel du 12 décembre 2014 – admission de déchets inertes**

La société PRODUITS ROUTIERS DU CHOLETAIS est mise en demeure de respecter les articles suivants de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 pour l'installation mentionnée à l'article 1 du présent arrêté.

**Article 2.2.1. Article 5**

« Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

*Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.*

*Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.*

*La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.*

*Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période. »*

#### **Article 2.2.2. Article 8**

« En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets. »

#### **Article 2.2.3. Article 9**

« L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

*Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »*

### **Article 3. Respect de la mise en demeure**

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 2 à savoir copie des registres, modèle de document, procédure écrite,...

### **Article 4. Dispositions pénales**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à l'article 3, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 5. Dispositions administratives**

#### **Article 5.1. Délais et voies de recours**

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5.2. Publicité de l'arrêté**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Mortagne-sur-Sèvre et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture (Bureau de l'environnement – section installations classées).

### **Article 5.3. Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société PRODUITS ROUTIERS DU CHOLETAIS, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 7 août 2024

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La secrétaire générale,

Nadia SEGHIER

